



Catalogue de revendications et d'attentes

Dans le cadre de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat, la Fédération genevoise des associations lesbiennes, gay, bisexuelles et trans* (LGBT), regroupée autour des associations 360, Dialogai, Lestime et Think Out, ainsi que l'association Asile LGBT, font parvenir aux candidat·e·s à l'élection complémentaire au Conseil d'Etat, ainsi qu'aux Conseillers et Conseillères d'Etat actuel·le·s, son catalogue de revendications et d'attentes pour prévenir et lutter contre les discriminations et les violences envers les personnes LGBTIQ+ et promouvoir une réelle égalité de celles-ci au niveau cantonal.

Les personnes LGBTIQ+ font en effet face à des discriminations et des violences à Genève, qu'elles soient sociales, juridiques ou encore institutionnelles. Les personnes trans*, les personnes non-binaires et les jeunes LGBTIQ+ sont une population particulièrement à risque, étant encore davantage la cible de violences et de discriminations, avec de hauts taux de tentatives de suicide et une précarité sociale.

Nous revendiquons la mise en place des mesures ci-dessous depuis des années. Certaines ont été partiellement mises en place, d'autres sont inexistantes. Face à l'urgence des violences et des discriminations, il est essentiel de renforcer les politiques étatiques existantes ou de mettre en place des mesures là où elles sont inexistantes.

La Fédération genevoise des associations LGBT, ses associations membres ainsi que l'association Asile LGBT revendiquent ainsi la mise en place des mesures présentées dans notre catalogue de revendications et d'attentes tant par le Conseil d'Etat siégeant actuellement, que par le ou la futur·e Conseiller·ère d'Etat qui sera élu·e le 28 mars. Nous resterons attentif·ve·s à la mise en place de celles-ci.



- 1) **Soutien au projet de loi cantonal** sur l'égalité et la lutte contre les violences et les discriminations, notamment en raison de l'orientation sexuelle et/ou affective et de l'identité de genre, actuellement à l'étude au Grand Conseil

 - 2) **Elaboration, en consultation avec les associations locales, d'un plan d'action cantonal** concernant la prévention et la lutte contre les discriminations et les violences, les stéréotypes et les préjugés envers les personnes LGBTIQ+, et de promotion de l'égalité de ces personnes, et incluant les domaines suivants :
 - Santé (HUG, etc.)
 - Police
 - Administrations
 - Sport
 - Culture
 - Migration et asile
 - Etc.
- a) *Dans le domaine de la santé en particulier :*
- fin de la discrimination du don de sang des HSH*
 - mise en place de formations initiales et continues destinées aux professionnel·le·s de la santé pour un réel accès égalitaire à la santé, en particulier pour les personnes trans* et non-binaires, les femmes* lesbiennes et bisexuelles et les hommes* gay et bisexuels
 - soutien financier de la part du Canton à la Consultation en santé sexuelle ouverte à toutes les femmes, transgenres, non-binaires, intersexes, qui se reconnaissent comme lesbiennes, et aussi toutes celle·x·s non uniquement hétérosexuelles qui ne se reconnaissent pas dans ces catégories, mise en place récemment et conjointement par Lestime et par Dialogai¹
- b) *Dans le domaine de la police en particulier :* des formations sont données actuellement par l'association Dialogai au corps de la police de proximité. Toutefois, nous demandons une systématisation et donc un élargissement des formations à l'entier des corps de police et à tous les étages de la structure Police, ainsi qu'un appui ferme à un retour des formations auprès de l'académie de Police de Savatan afin de ne plus considérer les questions LGBTIQ+ comme un particularisme genevois

¹ <https://www.lestime.ch/activites/sante/>



- 3) **Elaboration, en consultation avec les associations locales, d'un plan d'action cantonal** concernant la prévention et la lutte contre les discriminations et les violences, les stéréotypes et les préjugés envers les personnes LGBTIQ+, et de promotion de l'égalité de ces personnes, et incluant les domaines suivants :
- Pour les crèches, les ludothèques et maisons de quartier;
 - Pour les établissements scolaires (écoles primaires, secondaire I et II, hautes écoles, universités, etc.)

Dans le domaines scolaire en particulier, beaucoup d'établissements scolaires genevois, de l'école primaire au secondaire II, se mobilisent depuis 10 ans autour de formidables projets d'école contre les violences et les discriminations LGBTIQ-phobes. De même, la Fédération genevoise des associations LGBT, dans le cadre de ces projets, est intervenue de manière ponctuelle tant auprès des élèves lors d'ateliers de sensibilisation, tant auprès des adultes des établissements scolaires lors de sensibilisations ou de formations. Toutefois, il y a un réel besoin d'institutionnalisation et de pérennisation de la prévention et de la lutte contre les violences et les discriminations LGBTIQ-phobes ainsi que de la mise en place d'un plan d'actions au sein du Département de l'instruction publique, besoin relayé depuis des années tant par les écoles que par la Fédération.

- 4) **Elaboration, en consultation avec la Fédération genevoise des associations LGBT, de mesures** pour les personnes ou groupes des personnes en situation de vulnérabilité ou pour les personnes nécessitant des mesures spécifiques :
- Familles arc-en-ciel
 - Femmes* LGBTIQ+
 - Personnes trans*
 - Personnes LGBTIQ+ en situation de précarité
 - Personnes LGBTIQ+ migrantes ou réfugiées
 - Personnes ayant une situation médicale particulière (séropositives, etc.)
 - Personnes LGBTIQ+ cumulant d'autres types de discriminations (appartenance ethnique, situation de handicap, etc.)
- 5) **Création, en consultation avec la Fédération genevoise des associations LGBT, d'un Centre d'Ecoute** contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle et affective, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuées
- 6) **Création, en consultation avec la Fédération genevoise des associations LGBT, d'un observatoire** dédié à ou incluant les thématiques liées à l'orientation sexuelle et affective, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuées
- 7) **Renforcement du poste de travail dédié aux questions LGBTIQ+ au BPEV**, incluant un pourcentage dédié à la promotion dans les administrations cantonales et communales, de la prévention des discriminations et des violences, les



stéréotypes et les préjugés envers les personnes LGBTIQ+

- 8) **Mise en place de formations initiales et continues obligatoires** destinées aux employé·e·s de l'Etat sur les questions LGBTIQ+
- 9) **Mise en place de mesures incitatives**, notamment de formation initiale et continue, ou création de labels, pour prévenir et lutter contre les discriminations et les violences au sein des entreprises genevoises et autres milieux de travail
- 10) **Interdiction de toutes les pratiques** visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre sur le territoire genevois, ceci par le biais d'un texte élaboré en consultation avec les associations locales, ceci dans le cadre d'un groupe pluridisciplinaire (médico-juridico-socio-religieux)